

Des scientifiques suisses appellent à des mesures de réduction du CO₂ à l'échelon national

Des scientifiques suisses qui travaillent sur les changements climatiques s'inquiètent du réchauffement qui nous attend et de ses effets en partie irréversibles. Ils sont d'avis que les pays industrialisés, en tant que principaux responsables de ces changements, doivent absolument réduire leurs émissions par habitant. La taxe d'incitation sur le CO₂ est un moyen approprié à cet égard. Le centime climatique, dont l'idée a été lancée par l'Union pétrolière, sert principalement à acheter des certificats de CO₂ à l'étranger. Il n'incite pas à réduire les émissions en Suisse et implique de renoncer aux bénéfices additionnels découlant de leur réduction. A ceci s'ajoute que dans nombre de cas, l'efficacité des certificats n'est pas assurée à long terme. Les mesures de réduction du CO₂ devraient donc s'appliquer au niveau national.

Les émissions actuelles de gaz à effet de serre dépassent de loin la capacité de la nature de les éliminer de l'atmosphère et de les absorber. Ainsi la concentration en CO₂ dans l'atmosphère va-t-elle continuer d'augmenter, et donc aussi la température moyenne à la surface de la Terre. Pour stabiliser la température à long terme, il faudrait abaisser les émissions mondiales de gaz à effet de serre jusqu'à un niveau égal à la moitié environ des rejets actuels de ces substances par les pays industrialisés (figure 1). A cette fin, des mesures de réduction dans les pays en développement et en voie d'industrialisation sont nécessaires, mais très insuffisantes. Des réductions substantielles dans les pays industrialisés, et donc aussi en Suisse, sont incontournables.

Avec la loi sur le CO₂, la Suisse veut réduire les émissions provenant de son utilisation d'énergies fossiles de 10% jusqu'en 2010, en premier lieu dans le pays même. C'est un premier pas qui devra être suivi par d'autres résultant d'une concertation mondiale. Alors que la consommation de combustible diminue grâce à des mesures volontaires, celle des carburants a augmenté de façon marquée par rapport à 1990. En cas d'efficacité insuffisante des mesures volontaires, la loi sur le CO₂ prévoit une taxe d'incitation rétrocédée intégralement aux citoyens et à l'économie sous la forme d'allègement des primes de caisses maladies et des contributions AVS.

Mais l'Union pétrolière propage maintenant l'idée d'une autre mesure volontaire, le centime climatique, dans le but de retarder encore davantage la décision d'agir au niveau national. Un impôt de 1-2 centimes par litre de carburant, prélevé par la branche pétrolière elle-même, servirait en partie à réduire un peu la consommation indigène (20% de l'objectif dans le secteur des carburants); le reste permettrait d'acheter des certificats de CO₂ à l'étranger (80% de l'objectif).

Les scientifiques estiment inadéquat de retarder encore davantage des mesures de réduction efficaces dans l'intérêt de branches spécifiques de l'économie. De plus, des mesures s'appliquant dans le pays profitent à l'économie nationale en induisant une diminution des coûts de la santé et en encourageant différentes branches de l'économie (p.ex. nouvelles technologies). Un engagement en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans des pays en développement est bienvenu, mais doit être considéré comme complément et non comme substitut aux activités indigènes.

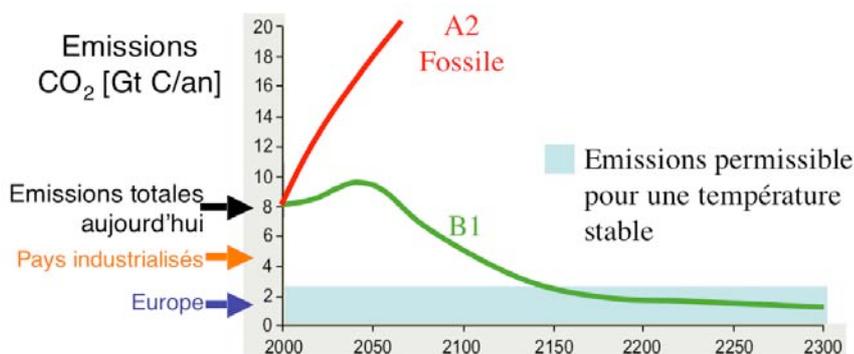
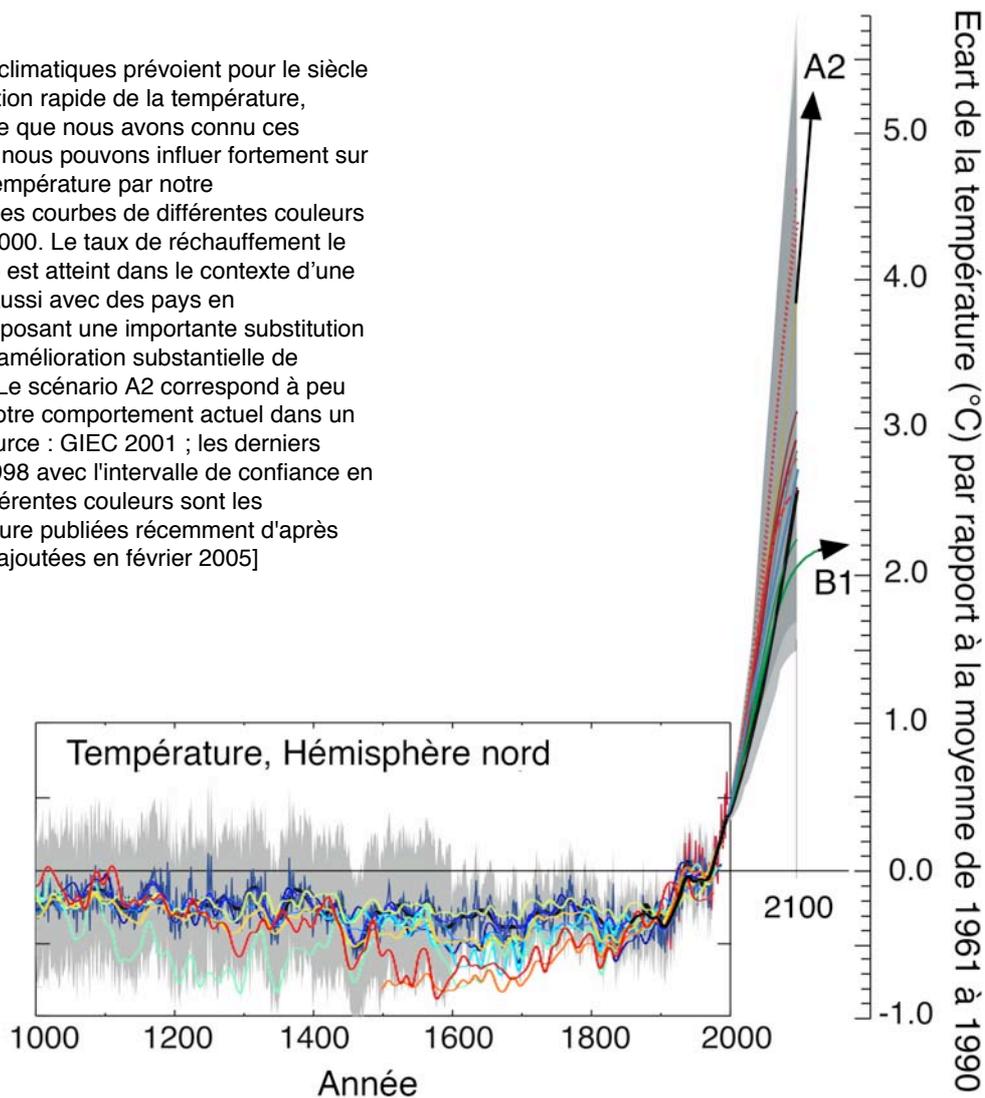


Figure 1 : Pour stabiliser la température, les émissions devraient être fortement réduites. Cela serait faisable en recourant à des technologies existantes et en coopérant à l'échelle planétaire (évolution des émissions selon courbe B1). Sans un frein à l'utilisation des énergies fossiles (courbe A2), le climat continuera de changer rapidement [selon GIEC 2001]

Figure 2 : Des modèles climatiques prévoient pour le siècle prochain une augmentation rapide de la température, dépassant de loin tout ce que nous avons connu ces derniers mille ans. Mais nous pouvons influencer fortement sur l'évolution future de la température par notre comportement, comme les courbes de différentes couleurs le montrent à partir de 2000. Le taux de réchauffement le plus faible (scénario B1) est atteint dans le contexte d'une coopération mondiale (aussi avec des pays en développement), en supposant une importante substitution d'énergie fossile et une amélioration substantielle de l'efficacité énergétique. Le scénario A2 correspond à peu près à la poursuite de notre comportement actuel dans un monde hétérogène. [Source : GIEC 2001 ; les derniers mille ans : Mann et al 1998 avec l'intervalle de confiance en gris. Les courbes de différentes couleurs sont les estimations de température publiées récemment d'après Wikipedia, elles ont été ajoutées en février 2005]



Les faits et perspectives ayant trait aux changements climatiques sont inquiétants

- Au cours du 20^e siècle, la température moyenne à la surface du globe a monté de 0.6°C. Le réchauffement postérieur à 1950 tient probablement avant tout à l'augmentation rapide des gaz à effet de serre.
- Pendant les cent années à venir, il faut s'attendre à un accroissement de la température moyenne globale situé entre 1.4 à 5.8°C (voir figure 2). L'évolution de cette dernière au cours des derniers mille ans est largement dépassée, quelles que soient les hypothèses quant au comportement futur de l'humanité (courbes de différentes couleurs, p.ex. A2, B1).
- *L'augmentation de la température est différente selon la région et la saison.* En Suisse, l'élévation de la température au 20^e siècle, de 1.4°C, est nettement plus marquée qu'en moyenne globale. Les changements observés de la couverture de neige, le recul des glaciers et la fonte du permafrost en sont des conséquences. En raison de sa sensibilité climatique plus élevée, l'espace alpin devrait subir, à l'avenir aussi, des changements climatiques plus marqués qu'en moyenne globale.
- Les *précipitations* ont aussi augmenté en moyenne planétaire, mais les différences saisonnières et régionales observées à cet égard sont encore plus marquées que pour la température. C'est ainsi qu'on a relevé une augmentation significative des précipitations pendant les mois d'hiver sur le Plateau suisse, mais que celles-ci ont plutôt diminué au Sud des Alpes.
- Etant donné la rapidité des changements attendus, la nature dans de vastes régions du monde ne pourra pas s'adapter assez vite aux nouvelles conditions. Plus les changements climatiques seront

rapides, plus graves pourront en être les conséquences et plus important sera le risque de transformations irréversibles du système climatique, y compris celui de modifications abruptes.

Des mesures efficaces sont nécessaires et possibles

- Une stabilisation de la température exige une diminution des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à un niveau égal à la moitié environ des quantités produites aujourd'hui dans les pays industrialisés. L'objectif ne peut donc pas être atteint sans réductions substantielles dans les pays industrialisés (voir fig. 1).
- Pour endiguer la demande croissante d'énergie dans les pays en développement et en voie d'industrialisation, qui sont particulièrement touchés par le réchauffement, il faut des efforts *supplémentaires* que ces pays ne peuvent pas fournir sans aide extérieure.
- Le potentiel de mesures de réduction réalisables à un coût avantageux n'est pas épuisé en Suisse. Dans le secteur des transports, les objectifs de la loi sur le CO₂ peuvent être atteints sans coûts supplémentaires en roulant moins, en choisissant des voitures moins gourmandes en carburant lors de l'achat d'un nouveau véhicule, ou encore en adoptant un style de conduite économe.
- Une réduction des gaz à effet de serre tend aussi à diminuer les nuisances environnementales à l'échelle régionale et locale (p.ex. la pollution atmosphérique, le bruit, la production de déchets, les accidents, la consommation de terrain et les atteintes au sol). Il en résulte une amélioration de la qualité de vie et une diminution des coûts de la santé.
- En politique du climat, encourager l'innovation technique est faire acte de prévoyance et peut entraîner des avantages pour l'économie publique, pour autant que les investissements dans des technologies d'avenir interviennent à temps.
- Mais même si l'on prend de telles mesures, des stratégies d'adaptation seront nécessaires pour faire face au changement des conditions climatiques.
- Le centime climatique donne un signal négatif aux entreprises soucieuses d'écologie, qui font des efforts de réduction dans le contexte de la mise en œuvre de la loi sur le CO₂. Il nuit à la crédibilité de la politique nationale en matière de climat.

Les scientifiques signataires de cette déclaration sont d'avis que les faits et perspectives indiquent clairement que le réchauffement climatique fait partie des grands défis de notre époque.

Ils sont convaincus qu'une politique du climat efficace et visant le long terme est nécessaire tant au plan national qu'international pour atténuer les conséquences du réchauffement climatique. Le protocole de Kyoto et la loi sur le CO₂ sont des premiers pas dans la bonne direction. Des pas que nous devons faire pour les générations à venir. Les pays industrialisés, dont les rejets de gaz à effet de serre sont deux fois plus élevés que ce qui serait tolérable pour le monde entier (fig. 1), doivent réduire en premier lieu leurs propres émissions. Comparé à la taxe sur le CO₂, le centime climatique n'a aucun effet d'incitation en Suisse et n'offre pas de perspectives à long terme. Les scientifiques considèrent que la crédibilité de la politique climatique suisse et les progrès réalisés en matière de protection du climat dans le contexte de la loi sur le CO₂ sont menacés par le centime climatique. La mise en œuvre de cette loi ne doit pas être retardée encore davantage par de nouvelles promesses de mesures volontaires telles que le centime climatique.

Les scientifiques sont également convaincus qu'une politique climatique efficace, à part ses effets sur la protection du climat, apporte à la Suisse des bénéfices supplémentaires et immédiats et comporte des avantages pour l'économie nationale. Ils appellent les décideurs politiques, économiques et sociaux à maintenir les dispositions arrêtées jusqu'ici en matière de politique du climat et à soutenir activement de nouvelles initiatives visant à promouvoir des technologies et des comportements ménageant les ressources.

Liste der Schweizer Forschenden, die diese Erklärung unterstützen

Ackermann-Liebrich Ursula, Prof.	Institut für Sozial- und Präventivmedizin	Universität Basel
Anselmetti Flavio, Prof.	Geologisches Institut	ETH Zürich
Baccini Peter, Prof.	Stoffhaushalt und Entsorgungstechnik, S+E	ETH Zürich
Baranzini Andrea, Prof.	Département d'Economie d'Entreprise	Haute Ecole de Gestion de Genève
Bebi Peter, Dr.	Institut für Schnee- und Lawinenforschung, SLF	WSL
Beniston Martin, Prof.	Dépt. des Géosciences - Géographie	Université de Fribourg
Bernasconi Stefano, Dr.	Geologisches Institut	ETH Zürich
Bernauer Thomas, Prof.	Forschungsstelle für Internationale Beziehungen	ETH Zürich
Bernoulli Daniel, Prof.	Geologisch-Paläontologisches Institut	Universität Basel
Blatter Heinz, Prof.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Bontadina Fabio, Dr.	Zoologisches Institut - Conservation Biology	Universität Bern
Bourqui Michel, Dr.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Brönnimann Stefan, Dr.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Brunner Ursula, Dr.		A-E-B-S-B
Brunner Dominik, Dr.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Brunner Ivano, Dr.	Wald	WSL
Bruppacher Susanne, Dr.	Interfakultäre Koordinationsstelle für Allg. Ökologie, IKAÖ	Universität Bern
Bucher Jürg, Dr.	Wald	WSL
Bugmann Harald, Prof.	Departement für Umweltwissenschaften - Forst	ETH Zürich
Bürgi, Mathias, Dr.	Landschaft	WSL
Burger Paul, Prof.	Philosophisches Seminar	Universität Basel
Calanca Pierluigi, Dr.		FAL
Caliseri Yasmine, Dr.	International Space Science Institute (ISSI)	Universität Bern
Davison Anthony, Prof.	Département de Mathématiques (DMA)	EPF Lausanne
Defila Rico,	Interfakultäre Koordinationsstelle für Allg. Ökologie, IKAÖ	Universität Bern
Diekmann Andreas, Prof.	Professur für Soziologie	ETH Zürich
Dobmann Judith, Dr.	Geographisches Institut - Physische Geographie	Universität Bern
Dürrenberger Gregor, Dr.	Forschungsstiftung Mobilkommunikation	ETH Zürich
Dyllick Thomas, Prof.	Institut für Wirtschaft und Ökologie	Universität St. Gallen
Edwards Neil, Dr.	Physikalisches Institut - Klima- und Umweltphysik	Universität Bern
Elsasser Hans, Prof.	Geographisches Institut - Economic Geography	Universität Zürich
Eugster Werner, PD Dr.	Institut für Pflanzenwissenschaften, IPW	ETH Zürich
Favrat Daniel, Prof	Lab. d'Energétique Industrielle, LENI	EPF Lausanne
Feist Dietrich, Dr.	Institut für Angewandte Physik	Universität Bern
Fischlin Andreas, Dr.	Institut für Terrestrische Ökologie, ITÖ	ETH Zürich
Föllmi Karl B., Prof.	Institut de Géologie	Université de Neuchâtel
Frei Christoph, PD Dr.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Fuhrer Jürg, Prof.		FAL
Funk Hanspeter, Dr.		Baden
Furger Markus, Dr.	General Energy (ENE)	PSI
Gäggeler Heinz, Prof.	Departement für Chemie und Biochemie	Universität Bern
Gehr Peter, Prof.	Anatomisches Institut	Universität Bern
Grosjean Martin, PD Dr.	NCCR Climate	Universität Bern
Gugerli Felix, Dr.	Landschaft	WSL
Guisan Antoine, Prof.	Département d'Ecologie et d'Evolution	Université de Lausanne
Gutscher Heinz, Prof.	Psychologisches Institut - Sozialpsychologie	Universität Zürich
Haeblerli Wilfried, Prof.	Geographisches Institut - Physical Geography	Universität Zürich
Heck Pamela, Dr.	Umweltgefahren	Swiss Re
Heimo Alain, Dr.	Station Aérologique, Payerne	MeteoSchiweiz
Heller Friedrich, Prof	Institut für Geophysik	ETH Zürich
Hirsch-Hadorn Gertrude, PD Dr.	Departement für Umweltwissenschaften	ETH Zürich
Hoelzle Martin, Dr.	Geographisches Institut - Physical Geography	Universität Zürich
Hofer Peter, Dr.	Mobility and Environment	EMPA
Hohmann Roland, Dr.	OcCC	ProClim-
Ihly Beat, Dr.	Physikalisches Institut - Klima- und Umweltphysik	Universität Bern
Imboden Dieter, Prof.	Departement für Umweltwissenschaften	ETH Zürich
Imhof Markus, Dr.		Geo7 AG
Joos Fortunat, PD Dr.	Physikalisches Institut - Klima- und Umweltphysik	Universität Bern
Kallenbach-Mojgani Reinald, PD Dr.	International Space Science Institute (ISSI)	Universität Bern
Kämpfer Niklaus, Prof.	Institut für Angewandte Physik	Universität Bern
Kaufmann-Hayoz Ruth, Prof.	Interfakultäre Koordinationsstelle für Allg. Ökologie, IKAÖ	Universität Bern

Kienholz Hans, Prof.	Geographisches Institut - Physische Geographie	Universität Bern
Kissling-Näf Ingrid, Dr.		SANW
Knutti Reto, Dr.	Physikalisches Institut - Klima- und Umweltphysik	Universität Bern
Koch Gisela, Dr.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Körner Christian, Prof.	Botanisches Institut - Pflanzenökologie	Universität Basel
Kreuzer Michael, Prof.	Institut für Nutztierwissenschaften	ETH Zürich
Krieger Ulrich, Dr.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Krummenacher Bernhard, Dr.		Geotest AG
Kull Christoph, Dr.	International Project Office (IPO)	PAGES
Küttel Meinrad, PD Dr.	Natur und Landschaft	BUWAL
Kytzia Susanne, Prof.		ETH Hônggerberg
Lachavanne Jean-Bernard, Prof.	Laboratoire d'Ecologie et de Biologie Aquatique, LEBA	Université de Genève
Leuenberger Philippe F., Prof.	Dépt. de médecine interne, Division de pneumologie	Université de Lausanne
Liniger, Dr.	Climate Services, Hauptsitz	MeteoSchweiz
Lischke Heike, Dr.	Landschaft	WSL
Lüdi Andreas, Dr.	Institut für Angewandte Physik	Universität Bern
Martin Lorenz, Dr.	Institut für Angewandte Physik	Universität Bern
Masson Henri, Prof.	Institut de Géologie et de Paléontologie, IGP	Université de Lausanne
Mätzler Christian, Prof.	Institut für Angewandte Physik	Universität Bern
Mauch Samuel, Dr.		Mauch Consulting
Mauch Ursula,		Mauch Consulting
Müller Hansruedi, Prof.	Forschungsinstitut für Freizeit und Tourismus	Universität Bern
Müller Beat, Dr.	Oberflächengewässer, SURF	EAWAG
Müller-Fürstenberger Georg, Dr.	Volkswirtschaftliches Institut	Universität Bern
Nägler Thomas, PD Dr.	Institut für Geologie	Universität Bern
Neu Urs, Dr.		ProClim-
Nussbaumer Harry, Prof.	Institut für Astronomie	ETH Zürich
Ohmura Atsumu, Prof.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Paulsen Jens, Dr.	Botanisches Institut - Pflanzenökologie	Universität Basel
Pauluhn Anuschka, Dr.	International Space Science Institute (ISSI)	Universität Bern
Pfisterer Andrea, Dr.	Institut für Umweltwissenschaften	Universität Zürich
Philipona Rolf, PD Dr.		PMOD/WRC Davos
Prévôt André Stephan, Dr.	General Energy (ENE)	PSI
Rapp Regula, Dr.	Institut für Sozial- und Präventivmedizin	Universität Basel
Rebetex Martine, PD Dr.	WSL Antenne Romande	WSL
Ritz Christoph, Dr.		ProClim-
Roesli Hans Peter,	MeteoSvizzera, Locarno-Monti	MeteoSchweiz
Rossi Michel J., Dr.	Laboratoire de pollution atmosphérique et du sol (LPAS)	EPF Lausanne
Rotach Mathias, PD Dr.	Hauptsitz	MeteoSchweiz
Röthlisberger Regine, Dr.	NCCR Climate	Universität Bern
Schär Christoph, Prof.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Scherrer Urs, Prof.	CHUV Département de médecine interne	Université de Lausanne
Schmid Bernhard, Prof.	Institut für Umweltwissenschaften	Universität Zürich
Schmidli Jürg, Dr.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Schmutz Werner K., Dr.		PMOD/WRC Davos
Schneebeli Martin, Dr.	Institut für Schnee- und Lawinenforschung, SLF	WSL
Scholz Roland W., Prof.	Département für Umweltwissenschaften	ETH Zürich
Schwander Jakob, Dr.	Physikalisches Institut - Klima- und Umweltphysik	Universität Bern
Schwank Othmar, Dr.	Forschung, Wirtschafts- und Umweltberatung	INFRAS
Schwikowski Margit, Dr.	Particles and Matter (TEM)	PSI
Senn David G., Prof.	Zoologisches Institut	Universität Basel
Spreng Daniel, Prof.	Center for Energy Policy and Economics CEPE	ETH Zürich
Stähelin Johannes, Prof.	Institut für Atmosphäre und Klima - IACETH	ETH Zürich
Stenflo Jan Olof, Prof.	Institut für Astronomie	ETH Zürich
Stephan Gunther, Prof.	Volkswirtschaftliches Institut	Universität Bern
Stocker Thomas, Prof.	Physikalisches Institut - Klima- und Umweltphysik	Universität Bern
Stöcklin Jürg, PD Dr.	Botanisches Institut - Pflanzenökologie	Universität Basel
Suter Werner, Dr.	Landschaft	WSL
Thalmann Philippe, Prof.	ENAC-REME	EPF Lausanne
Thierstein Hans, Prof.	Geologisches Institut	ETH Zürich
Truffer Bernhard, Dr.	CIRUS - Centre for Innovation Res. in the Utility Sector	EAWAG
van den Bergh Hubert, Prof.	Laboratoire de pollution atmosphérique et du sol (LPAS)	EPF Lausanne
Veit Heinz, Prof.	Geographisches Institut - Physische Geographie	Universität Bern
Verrecchia Eric, Prof.	Institut de Géologie	Université de Neuchâtel
Viguié Laurent, Dr.	Management Studies, HEC	Université de Genève

Vollenweider Pierre, Dr.
Vonder Mühl Daniel , Dr.
Wanner Heinz, Prof.
Weissert Helmut, Prof.
Wüstenhagen Rolf, Dr.
Zuberbühler Andreas D., Prof.

Wald
Rektorat Universität Basel
Geographisches Institut - Physische Geographie
Geologisches Institut
Institut für Wirtschaft und Ökologie
Institut für Anorganische Chemie

WSL
Universität Basel
Universität Bern
ETH Zürich
Universität St. Gallen
Universität Basel